

## Double victoire énergétique de Poutine en Europe et en Turquie !

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 09 juillet 2018

Source [Boulevard Voltaire] Lors de la récente réélection d'Erdoan, Poutine, adepte de la « Real Politik », a été un des premiers à le féliciter, en insistant sur le classement prioritaire des grands projets énergétiques avec la Turquie.

La Russie aura fini de construire en 2023 la première centrale nucléaire turque d'Akkuyu, soit quatre réacteurs d'une capacité de 4.800 MW avec une durée de vie de 60 ans, d'une valeur de 20 milliards de dollars. Tout cela alors qu'elle aura avancé à la barbe des États-Unis, le déploiement, inopérable dans le cadre de l'OTAN, du redoutable système anti-missile russe S-400.

La Russie continuera de construire également le gazoduc « Turkish Stream », lancé en juin 2017, qui livrera sous la mer Noire le gaz russe à la Turquie. Divisé en deux branches, il livrera du gaz aux consommateurs turcs, mais en acheminera aussi vers les pays du sud et du sud-est de l'Europe tels que la Bulgarie. Ce projet avait été annoncé en septembre 2014 en remplacement du gazoduc russo-européen « South Stream » sous la mer Noire, empêché par Bruxelles, qui devait alimenter le Sud-Ouest européen jusqu'en Italie et vers l'Europe Centrale.

Bruxelles et les États-Unis étaient, en effet, fous de rage de voir que le projet européen concurrent Nabucco, qui devait relier l'Iran et l'Europe centrale en passant par la Syrie et la Turquie, avait dû être annulé suite à la guerre en Syrie ! L'itinéraire des gazoducs et des oléoducs est un facteur important de la géopolitique, une autre raison cachée de la guerre en Syrie. De plus, Poutine, habile stratège et tacticien a réussi à faire du sultan d'Ankara son obligé. Si les Américains, comme ultimes représailles, se refusent à livrer les chasseurs F-35 déjà commandés par la Turquie, Erdoan leur a déjà fait savoir qu'il a d'autres fournisseurs intéressés pour les remplacer.

Vainqueur en Turquie et dans le Sud-Est européen, Poutine semble aussi avoir déjà remporté la bataille pour la construction du gazoduc Nord Stream 2, qui doit relier directement, via la mer Baltique, la Russie et l'Europe. Les travaux préparatoires dans la baie de Greifswald en Allemagne ont déjà commencé. Trump, avec sa politique « Amérique d'abord » est de plus en mal placé pour donner des conseils désintéressés à l'Europe sur sa sécurité énergétique, alors qu'il veut vendre en fait égoïstement du gaz naturel liquéfié américain. Malheureusement, comme l'a rappelé Poutine, 25 % à 30 % plus cher que le gaz russe. Le projet Nord Stream 2 devrait donc aboutir en 2019 et permettre d'augmenter les capacités de livraison de gaz russe par la route baltique de 50 milliards de mètres cubes. Afin de calmer l'Ukraine, la Russie pourrait s'engager à livrer 20 à 30 milliards de m3 par les tuyaux ukrainiens, mais seulement « *si c'est économiquement pertinent* », a précisé Poutine.

Les États-Unis ont même envisagé de renoncer à leurs taxes sur l'acier et l'aluminium européen contre l'abandon par l'Allemagne du projet Nord Stream 2. Le projet est, en effet, considéré par l'OTAN comme une menace pour l'Ukraine et la Pologne, cette dernière le comparant au Pacte germano-soviétique de 1939 ! Comme ultime tentative, les États-Unis ont été amenés à lancer l'ITM, l'Initiative des Trois Mers (Baltique, Mer Noire, Adriatique) qui consiste tout simplement à vendre leur gaz de schiste liquéfié à la Pologne. Ils ont ameuté tout un ensemble hétéroclite de pays : la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et la Croatie, qui représentent 22 % de la population de l'UE, mais seulement 10 % du PIB.

La Pologne vient donc de signer deux gros contrats d'une durée de 20 ans, pour couvrir un quart de ses besoins en gaz, soit 5,5 milliards de m3, avec du GNL américain après 2022, date de la fin des contrats

russe actuels, à partir de terminaux gaziers au Texas et en Louisiane, à destination du port polonais de winoujcie, en mer Baltique.

L'heureuse réalité, nonobstant les efforts de l'Amérique, c'est que la consommation de gaz russe en Europe ne cesse de croître, sa part de marché représentant, en 2017, 35 % dans l'UE et 60 % en Allemagne !